

# l'Uqam



La parole, ça se prend: Tel est le titre — et le message? — d'un colloque sur l'information dans les media de masse qui se tiendra à l'UQAM les 2 et 3 novembre, au pavillon Judith-Jasmin. Ouvert à toute la collectivité — moyennant \$10 de frais d'inscription — il s'adresse prioritairement aux groupes populaires et syndicaux, aux travailleurs en communication, aux media communautaires et à tous ceux qui luttent contre l'influence actuelle des grands media de masse. Son but: amorce une concertation des forces progressistes en vue d'articuler des revendications, de développer des perspectives d'action, des stratégies d'utilisation des media et des moyens autonomes de communication.

C'est l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) et plus précisément, son groupe de travail sur les communications de masse, qui organise cette rencontre, avec la contribution de l'UQAM (prêts de locaux) et de divers de ses services (Education permanente, Animation socio-culturelle, Audio-visuel...).

Les porte-parole du groupe, Lina Trudel (chargée de projet à l'ICEA) et Michel Pichette (coordonnateur au SEP-UQAM), rappellent les grandes données du problème: «La radio, la télévision, les journaux, ont une influence déterminante sur les opinions et les modes de vie de la population. De par leur nature, ils ont une vocation de service public. Or, ces instruments très puissants sont aux mains d'une minorité et ils doivent répondre à des critères de rentabilité. L'information véhiculée se trouve donc biaisée, fragmentaire, conforme aux intérêts des groupes dominants. Des collectivités complètes ont du mal à se faire connaître, à faire valoir leur point de vue: groupes populaires et syndicaux, regroupements d'immigrants, de femmes, d'handicapés, de personnes âgées, etc.»

Pour contrecarrer cette réalité, ceux-ci ont développé dans divers quartiers, régions et milieux de travail, des moyens autonomes de communication; et ils ressentent de plus en plus le besoin de s'organiser pour que soit respecté leur droit à l'information. En vue du colloque, ces groupes ont été invités à faire le point sur leurs expériences et leurs acquis de luttés dans ce domaine afin de les mettre en commun.

La plénière du vendredi 2 novembre permettra de dresser un tableau général de la situation autour des thèmes suivants: l'information régionale; l'infor-

mation syndicale et les media de masse; les media communautaires; la place des femmes dans l'information; les travailleurs en communication, leur rôle. Les résultats de trois recherches commandées par le groupe de travail sur les communications seront présentés à cette occasion, pour fins de discussion; ayant également servi à l'organisation de la rencontre, ces études visent à démontrer, avec chiffres à l'appui, que les problèmes énoncés ci-dessus ne sont pas du domaine de «l'idéologie»; elles portent sur les actualités télévisées, la concentration dans les entreprises de presse, les mécanismes de sélection et de contrôle de l'information.

Les deux premières ont été réalisées en collaboration avec des professeurs et des étudiants de l'UQAM, via le SEP, dans le cadre de sa politique des services à la collectivité. La troisième a été effectuée par une étudiante de sociologie grâce à une subvention de «Jeunesse Canada au travail». Le journal l'Uqam fait état en page 3 des recherches sur la concentration et le contrôle de l'information, celle sur les actualités télévisées ayant déjà fait l'objet d'une présentation.

Soulignons enfin que tous les ateliers du samedi 3 novembre porteront sur un seul thème: les perspectives d'action et de revendications. Il pourrait en résulter la formation d'un front de lutte dans le champ des communications au Québec.

C.G.

Elections du 31 octobre  
à la CE et au CA

## Les candidats en lice

Les noms des candidats qui briguent les postes de représentants à la commission des études et au conseil d'administration, lors des élections du 31 octobre, ont été rendus publics. Se présentent à la **commission des études**:

- M. Denis Savard, représentant des vices-doyens et représentant du secteur des sciences humaines;

- Mme Louise Dupuis-Walker, représentante des directeurs de module. Mme Walker est du secteur de la formation des maîtres;

- MM Jean-Pierre Cheneval et Jean-Charles Chebat, au poste de représentant des directeurs de département. M. Cheneval est du secteur des sciences et M. Chebat du secteur des sciences de la gestion;

Pour représenter les professeurs, se présentent:

- aux arts: MM Pierre Mayrand, Jean-Guy Sabourin, Georges F. Singer;

- en formation des maîtres: M. Bernard Lefebvre;

- en lettres: Mme Julia Bettinotti et M. Pierre Bourgault;

- en sciences: M. Yvon Pépin;

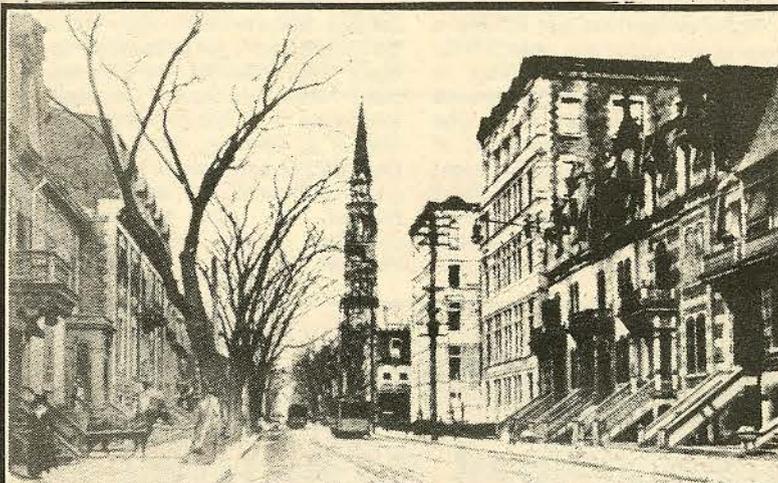
- en sciences de la gestion: MM Pierre Ménard et Emile Lavallée.

Trois professeurs se présentent (sur deux postes à combler) au **conseil d'administration**: M. Pierre Filiatrault (sciences de la gestion), Jacques Lazure (sociologie), Jean-Marie Bouchard (formation des maîtres).

Il n'y a pas d'élection par acclamation. Lorsqu'un seul candidat se présente, il doit obtenir plus de 50% des voix. A défaut de quoi, une nouvelle élection devra avoir lieu.

La recherche subventionnée à l'UQAM

-page 2



## Rue Saint-Denis: 150 ans



## La semaine du patrimoine

- page 4

## En sciences juridiques: fin du conflit

Les activités pédagogiques ont repris depuis le mercredi 24 octobre au module de sciences juridiques à la suite d'une entente-cadre intervenue la veille entre l'assemblée modulaire et l'assemblée départementale.

Les deux groupes qui ne parvenaient pas à s'entendre depuis la rentrée au sujet de l'évaluation et de la notation des étudiants ont finalement établi un consensus sur l'hypothèse de règlement proposé par le département après avoir effectué, à tour de rôle, modifications et amendements.

Etudiants et professeurs ont également adopté un calendrier de reprise des activités. A moins d'avis contraire émanant des instances supérieures de l'Université, les étudiants termineront leur session d'automne le 25 janvier 80 et entameront, trois

jours plus tard, leur session d'hiver.

Sans être prévisibles, ces difficultés de parcours étaient peut-être inévitables selon M. René Laperrière qui ne s'étonne pas outre-mesure du récent conflit. Mandaté par l'assemblée départementale pour présenter aux étudiants son hypothèse de règlement, M. Laperrière s'explique ainsi: «En plus d'avoir mis sur pied un tout nouveau programme en sciences juridiques, nous avons eu l'ambition d'expérimenter une nouvelle forme de pédagogie: l'utilisation systématique du travail en équipe. Nous avons donc à faire les frais de ce choix.

«Les relations pédagogiques et les notes, poursuit René Laperrière est une question très sensible. Les professeurs ont exigé des moyens plus concrets pour vérifier la contribution de chaque

étudiant au travail d'équipe; les étudiants, en retour, ont exigé des moyens plus concrets pour assurer un meilleur cheminement pédagogique dans les équipes. C'était une étape nécessaire à franchir.»

Les choses auraient difficilement pu se dérouler autrement, croit pour sa part M. Louis Bibeau, étudiant de 3e année, puisque dès la rentrée les étudiants se sont retrouvés devant un ultimatum des professeurs. «Nous n'avons pas prisé cette façon d'agir, remarque-t-il, qui allait à l'encontre des principes défendus au module jusque là et de nos modes habituels de fonctionnement.»

Reconnaissant le bien-fondé des griefs des professeurs, Louis Bibeau qui avait été délégué par ses pairs pour négocier avec les représentants des professeurs,

estime que la mésentente touchait surtout les moyens à utiliser pour résoudre les problèmes. Il souligne, en passant, la présence continue de plus de la moitié des étudiants du module à toutes les assemblées modulaires qui ont ponctué ces semaines mouvementées ainsi que l'étonnante participation des nouveaux inscrits.

Même si tous semblent heureux que reprenne le cours normal des choses, personne n'irait prétendre que la solution adoptée récemment ait un caractère définitif. Aussi, professeurs et étudiants se sont-ils mis d'accord pour former un comité paritaire permanent en vue d'étudier la question de l'évaluation en profondeur, avec du temps dans leurs poches. Et à tête reposée.

Denise Neveu



**centraide**  
montréal

La collectivité uqamienne est invitée, comme par les années passées, à souscrire à Centraide Montréal, l'organisme communautaire le plus important de notre milieu.

Notre collectivité est invitée à donner son appui aux objectifs de Centraide afin d'en faciliter la réalisation: aider des personnes que la vie a placées dans une situation de besoin pressant et assurer la bonne marche, durant les douze prochains mois, d'une centaine de programmes bénévoles et de services communautaires. La contribution de chacun. si

minime soit-elle, est indispensable.

La contribution de l'UQAM aux campagnes annuelles de Centraide n'a cessé de grandir. De quelque 4 000\$ en 1976, elle est passée à 7 000\$ en 1977 et à 11 763\$ en 1978. On peut espérer qu'elle atteindra quelque 20 000\$ cette année.

Le comité d'organisation de la campagne Centraide à l'UQAM est présidé par M. Antonin Boisvert, vice-recteur aux communications, assisté de M. Jean-Marie Bouchard, professeur au département des sciences de l'éducation, Mlle Monique Gaucher, employée à la bibliothèque, M. Marcel A. Gagnon, de la Fondation UQAM, et Marcel Lamontagne, directeur du service du budget, qui agit à titre de directeur de la campagne à l'UQAM.

## AGEUQAM: un nouvel exécutif

L'AGEUQAM s'est donné mardi soir (23) un nouvel exécutif. Mais il s'en est fallu de peu pour que les élections soient reportées; une proposition privilégiée ayant été faite, à cet effet, au début de la soirée. La trop faible participation étudiante — 135 personnes environ — était à l'origine de cette proposition qui fut rejetée, après discussion, par un vote de 70 à 53, sans compter les abstentions.

Les candidats aux différents postes ont pu s'exprimer devant l'assemblée, selon une procédure soumise par le président, M. Pierre Houde. Les interventions de la salle ont été nombreuses et, dans l'ensemble, la discussion fut pertinente et sans trop d'encoches.

Sont élus: Johanne Fortin, de science politique, responsable général; Pierre Bergeron, de communication, responsable aux

communications; Roland Côté, d'économie, responsable aux finances; Jean-Marie Vézina, de science politique, responsable au secrétariat. Les trois délégués à l'ANEQ sont: Frank Pronovost, d'économie, Yves Demers, de science politique, Henry Quillinan, de science politique.

L'unique candidat au poste de responsable à la liaison s'est désisté. Il semble qu'à la prochaine plénière intermodulaire (lundi, le 29), un représentant à ce poste soit nommé par interim.

Le nouvel exécutif est élu pour un peu moins d'un an; les élections selon la charte devant avoir lieu en mars de chaque année.

C'est exceptionnellement qu'elles se sont tenues en octobre et parce que l'exécutif sortant avait un mandat provisoire.

H.S.

## La recherche subventionnée à l'UQAM

# Une bonne année, mais des améliorations possibles

La recherche subventionnée à l'UQAM se porte assez bien merci, si l'on se réfère au rapport annuel 1978-79 qui vient d'être déposé devant la commission des études. En chiffres absolus, signale M. Denis Bertrand, doyen des études avancées et de la recherche, c'est la meilleure année de son histoire: plus de 2 430 000\$ de subventions (internes, externes et commandites).

A l'interne, soulignons un léger accroissement des subventions du FIR (2.9%) qui termine cependant son année avec des fonds non distribués, faute de temps (grève du SCCUQ). A l'externe, après deux années de baisse successive (respectivement de 2.6% et de 11.6%), les subventions ont enfin repris leur ascension (10.3%, soit un total de 1 752 998\$), sans toutefois atteindre le niveau de 1975-76 (1 844 593\$).

Cette performance, précise M. Bertrand, provient d'un accroissement des subventions émanant d'organismes de financement qui ont un système d'évaluation par les pairs: le Conseil de recherche en sciences naturelles et génie (CRSNG), le Programme de formation de chercheurs et d'action concertée (FCAC), le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH). Une hausse considérable des demandes et quelques subventions importantes — dont celle du PRAI: 160 000\$ ont certes contribué à améliorer la situation.

Ce chapitre du financement externe a néanmoins sa zone grise: l'UQAM n'a pu maintenir sa performance auprès des autres organismes subventionnaires provinciaux et privés, et pour la quatrième consécutive, elle a vu dégringoler sa part de contrats et commandites de recherche: celles-ci ne représentent plus que 11% des revenus externes (27% en 1975-76).



M. Denis Bertrand

Les facteurs à l'origine de cette situation sont multiples, explique le doyen Bertrand: l'absence de politique institutionnelle en matière de commandites; l'insuffisance de l'aide aux chercheurs dans la préparation de leurs demandes de subventions et leurs démarches de négociation des contrats...; le choix de certains chercheurs de ne pas faire appel à l'Université pour gérer les fonds qu'ils obtiennent; les grèves; et surtout, insiste M. Bertrand, la «contre-performance» des centres et laboratoires de recherche en 1978-79, qui sont les principaux «consommateurs» de commandites et de contrats négociés. En effet, pour diverses raisons, ceux-ci n'ont pas été

chercher, à l'extérieur, les subventions prévues; ils se sont donc vu fixer des objectifs par le doyen pour l'année en cours, et doivent en outre préparer leur plan triennal de développement.

Afin d'améliorer l'état de la recherche subventionnée et commanditée à l'UQAM, la commission des études a entériné un certain nombre de recommandations formulées par la sous-commission des études avancées et de la recherche. Elles reprennent, en bonne partie, celles de l'an dernier qui n'ont pu se concrétiser, faute de temps (étude tardive du rapport et arrêt de travail). En voici l'essentiel:

- les professeurs sont invités à faire plus de demandes auprès des grands organismes subventionnaires provinciaux et fédéraux et tout particulièrement du CRSH;

- les départements et principaux responsables de la recherche sont également invités à se doter d'une politique de développement de la recherche qui tienne compte à la fois de leur spécificité, de la politique institutionnelle dans ce domaine et des programmes internes et externes à leur disposition;

- les chercheurs auraient en outre intérêt à se regrouper en équipes et en unités mieux structurées pour que naissent des projets de plus grande envergure qui donnent accès à certaines sources de financement: programme majeur FCAC, subventions concertées du CRSH, etc.;

- le doyen doit préparer un projet de politique permettant de faciliter l'obtention de commandites de recherche mais aussi d'en baliser l'usage; ce dossier est particulièrement complexe, de signaler M. Bertrand. Il est question, entre autres, de droits d'auteur, d'autonomie professorale, de convention collective, d'honoraires professionnels, des missions de l'Université et de la spécificité de l'UQAM...

## l'Uqam bloc-notes

### L'informatique au pavillon Hubert-Aquin

Le service de l'informatique de l'UQAM occupe maintenant ses nouveaux locaux au pavillon Hubert-Aquin. Le bureau de réception se trouve au local 1510. Le numéro de téléphone principal est 282-3114.

D'autre part, les usagers qui voudront prendre rendez-vous avec l'analyste-conseil pourront le rejoindre au numéro 282-3124. Au pavillon Hubert-Aquin, le bureau de l'assistance technique

porte le numéro 1320.

L'accès aux ordinateurs DEC-10 et CYBER se fera soit par l'utilisation des terminaux directement reliés à ces équipements et situés dans les salles A-1505, A-1825, A-1710 et A-1720 ou soit en utilisant les lignes téléphoniques usuelles (282-4604 pour le nouvel ordinateur DEC-10 déjà installé au nouveau complexe et 282-6830 pour le CYBER à Québec).

### Babillard électronique au nouveau complexe

Avec la mise en place de cinq écrans téléviseurs dans le nouveau complexe universitaire, l'information instantanée entre à l'UQAM. Le «babillard électronique», relevant du service de l'information et des relations publiques, diffuse l'actualité quotidienne de la collectivité universitaire: en enseignement et recherche (heures et endroits de conférences, symposiums, journées d'études, séminaires, colloques). Mais aussi couverture de la vie modulaire, départementale, syndicale et étudiante; les diverses activités des SAE: calendrier

des événements socio-culturels, sports d'intérieur et de plein air.

Le système est assez souple pour permettre, à une heure d'avis, des modifications d'horaires, des annulations de cours, des changements de locaux.

On s'adresse à Carole Tremblay, technicienne en information, porte 2210, au service de l'audio-visuel, pavillon Judith-Jasmin. Dans près d'un mois, le «babillard électronique» fonctionnera de 8h30 à 20h30, et au moins un écran récepteur devrait être installé dans chacun des pavillons satellites.

M. Jacques De Tonnancourt, professeur au département d'arts plastiques, a été reçu officier de l'Ordre du Canada le 24 octobre dernier.

### Les employés non-syndiqués

L'Association des employés de soutien non syndiqués de l'UQAM nous fait part de la composition de son nouvel exécutif pour l'année 1979-80: présidente, Mme Christiane Huot-Hamelin, service des archives; vice-présidente, Mme Louise Jalongo, secrétariat général; secrétaire-trésorière, Mme Nicole Busière-Bourdages, secrétariat général; conseillers, Mme Johanne Bazinet, rectorat, et M. Réjean Brunet, service de la protection publique.

### Condition féminine

Au récent colloque sur la condition féminine, organisé par la Fédération des Travailleurs du Québec, le SEUQAM a mandaté 12 délégués, dont 11 femmes, représentant les quatre secteurs d'employés de soutien: métiers et services (dont deux des cafétérias), bureau, technique et professionnel.

De l'avis de la présidente du Syndicat, Mlle Micheline Bourassa, les délégués ont pris une part active au colloque non seulement en tant que syndiqués mais encore se sont vivement intéressés aux problèmes des femmes au travail, tant par une collaboration soutenue aux ateliers que par plusieurs interventions en plénière. En outre, le colloque aura été une occasion propice à sonder le terrain pour jeter éventuellement les bases d'un comité sur la condition féminine au SEUQAM. Mlle Bourassa, présidente du SEUQAM a d'ailleurs été nommée un des trois membres du comité de la condition féminine du Syndicat canadien de la Fonction publique.

### Ne coupez pas!

Ne coupez pas! il y a maintenant deux endroits du nouveau complexe où viennent d'être installés des téléphones publics: trois d'entre eux (dont un pour handicapés) sont près de la brasserie, pavillon Hubert-Aquin, et quatre près des caisses de la cafétéria attenante. La brasserie, soit dit en passant, est ouverte et on peut, avec le repas pris à la cafétéria ou sans repas du tout boire une bière de son choix, servie par un vrai «waiter» comme dans les vraies brasseries, à la différence près que c'est moins cher.

Par ailleurs, le décanat des études avancées et de la recherche a retenu cette année la priorité suivante: de concert avec le comité d'aide aux chercheurs, il a entrepris une évaluation complète de la politique institutionnelle d'organisation et de financement de la recherche à l'UQAM (celle de septembre 1976 et ses ajouts); ceci, afin de restructurer, s'il y a lieu, le programme d'aide aux chercheurs pour qu'il réponde plus adéquatement à leurs besoins.

Le tout, dans le cadre du plan triennal.

C.G.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

### l'Uqam

volume VI, numéro 8  
29 octobre 1979

publié par:  
section information  
Université du Québec à Montréal  
1406 rue Saint-Denis Montréal  
téléphone: 282-7040

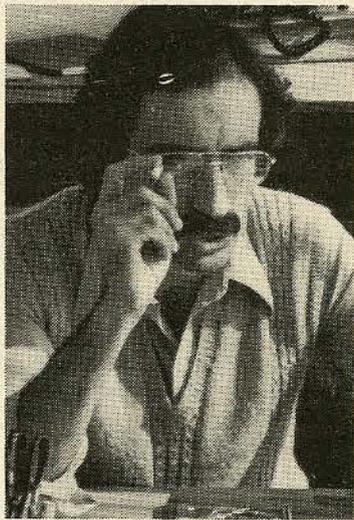
rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

photos: service de l'audiovisuel  
Dépôt légal deuxième semestre 1979  
Bibliothèque nationale du Québec

# La concentration dans les media de masse

Après Québec-Presse, Le Jour, Montréal-Matin, ce fut au tour du Montreal Star de disparaître des kiosques à journaux montréalais pour entrer dans l'histoire des paris perdus. Affectant les habitudes de lecture de dizaines de milliers de Québécois, ces spectaculaires défections ont fini par alarmer une part grandissante de la population, face à un phénomène pourtant connu depuis des années: la concentration des entreprises de presse aux mains d'un nombre de plus en plus restreint de corporations. Sylvie Desjardins et Michel Dubé, étudiants de maîtrise à l'UQAM, viennent de terminer une étude sur cette question, sous la direction de M. Jorge Niosi, directeur du module de sociologie. Ce travail, qui a fait l'objet d'une lettre d'entente entre l'Institut canadien d'éducation des adultes et le Service de l'éducation permanente, a pu se concrétiser grâce à deux subventions: l'une de 2 000\$ de l'ICEA, l'autre de 2 500\$ du FIR (Fonds institutionnel de recherche de l'Université).

Le projet fut intitulé: «La concentration dans les media de masse et ses effets sur le contenu», tant au Canada qu'au Québec. Y sont notamment abordées les questions suivantes: le contrôle des entreprises de presse (écrite et électronique), leur concentration, les influences qui



M. Jorge Niosi

s'exercent dans ces media, leur économie (revenus et dépenses).

Première constatation tirée de l'un des documents de travail produit à l'issue de cette démarche: tant parmi les quotidiens publiés à travers le Canada que parmi les hebdomadaires nationaux et régionaux du Québec, la concentration va bon train! A l'heure actuelle, on compte sur le territoire canadien le même nombre de quotidiens qu'au début du siècle; or, à cette époque, il y avait autant de propriétaires que de journaux: il en va aujourd'hui tout autrement: au total, 11

groupes possèdent 90 des 127 quotidiens du Canada, soit une proportion de 70.8%. Le pouvoir de ces groupes est par conséquent considérable.

Deuxième constatation tirée de cette étude: la concentration régionale de ces entreprises s'accroît également. Quelques exemples: le groupe Iving est encore le seul présent au Nouveau-Brunswick; le groupe Sifton domine la Saskatchewan avec 86% du tirage; les groupes Desmarais, Péladeau et Francoeur se partagent le marché francophone de la presse écrite au Québec, tandis que du côté anglophone, F.P. Publications (Montreal Star) vient de céder la place à Southam Press (The Gazette)...

Troisième constatation qui est, en fait, une loi générale dans le domaine de l'information, selon M. Jorge Niosi: «La mauvaise information chasse la bonne! France-Soir chasse Le Monde et le Journal de Montréal, le Devoir.» Les gros titres, les grandes photos, les abonnements aux Agences de presse internationales, coûtent moins cher que les bons journalistes et les analyses de qualité. Ce type de journal, qui accorde une importance considérable aux faits divers, aux sports et aux recettes de cuisine, sont des productions à bon marché qui rejoignent un grand public: «C'est ce qui explique la réussite fulgurante de Pierre Péladeau. Voilà ce qui arrive lorsque les journaux doivent faire de l'argent!» commente M. Niosi. Le Journal de Montréal tire à 260 000 exemplaires, et le Journal de Québec, à 110 000...

Et que dire du pouvoir énorme des milieux d'affaires sur ces entreprises qui vivent de la publicité (entre 50 et 75% des revenus)? Lorsqu'ils décident — parfois avec la complicité des gouvernements — de boycotter un journal, ils le liquident: Québec-Presse, Le Jour... Rien d'étonnant s'il n'y a pas de presse de gauche au Canada, et très peu dans l'ensemble des pays capitalistes.

Le même phénomène existe dans les media électroniques. La production de Télémag coûte davantage que la location d'une série sur la femme bionique,



Mlle Sylvie Desjardins

constate M. Niosi: «Les cowboys chassent les bons journalistes.» D'ailleurs, au sein de la presse électronique, bien que le processus de concentration se déroule au ralenti (influence vraisemblable du CRTC), il existe néanmoins: le contrôle de ces media

est exercé par un nombre de plus en plus réduit de personnes.

Et pour le lecteur, téléspectateur ou auditeur, cette tendance à la concentration se manifeste par un appauvrissement de l'information, par son homogénéisation: «La recherche continue d'une maximisation des profits, se traduisant par une concentration accrue des entreprises de



presse, lit-on dans le document de travail rédigé par Sylvie Desjardins, est une atteinte directe à la liberté de presse et au droit du public à une information diversifiée.»

C.G.

## «La mécanique du pouvoir dans les entreprises de presse»

La recherche effectuée par Anne Filion, étudiante de deuxième cycle en sociologie, s'intitule «La mécanique du pouvoir dans les entreprises de presse au Québec». D'abord, une mise en garde: en trois mois, vu l'absence d'autres études sur le sujet, elle n'a pu, évidemment, vider la question; sa démarche en est une de déblayage, une sorte de mise en situation du problème. Le document de travail qui en a résulté, commandé par l'ICEA (Institut canadien d'éducation aux adultes), servira de canevas aux discussions lors du colloque sur les mass media, les 2 et 3 novembre.

Dans notre système économique, explique Mlle Filion, les entreprises de presse sont soumises à des impératifs de rentabilité. Cette réalité est-elle compatible avec la libre circulation de l'information? Avec les droits du public dans ce domaine? Par quels mécanismes s'effectuent la sélection et le contrôle politique des informations qui leur sont transmises? C'est pour mieux comprendre le fonctionnement des entreprises de presse que fut conçue cette recherche. On y trouve, entre autres: la description et l'analyse des structures d'autorité et la répartition des pouvoirs au sein de cette hiérarchie (conseils d'administration, directeurs de l'information, chefs de pupitre...); les mécanismes quotidiens de prises de décision dans ces media ainsi que les mécanismes de contrôle permettant à la direction ou au propriétaire d'influencer le contenu de l'information (réunions de production, affectation des personnes et des ressources, choix des manchettes et des titres...); les effets de la publicité; la limitation du droit de gérance de l'employeur par le biais des conventions collectives, etc.

Diverses personnes près des milieux journalistiques, de même que les journalistes de neuf différents media ont été interviewés: Radio-Canada, Télé-Métropole, Le Soleil, La Presse, Le Journal de Montréal, La Frontière Rouyn-Noranda, l'Echo du nord (St-Jérôme), CJMS et CKRS (Jonquière). Anne Filion a en outre consulté des documents de la Fédération nationale des communications (CSN) et de la Fédération professionnelle des journalistes.

Voici les grandes constatations qui se dégagent de cette étude: la structure hiérarchique d'autorité qui régit le fonctionnement d'une salle de rédaction est le premier instrument de contrôle de l'information par les dirigeants de l'entreprise; cette organisation du travail a en outre pour effet de restreindre les initiatives



Mlle Anne Filion

à la base et de décourager d'éventuelles contestations. D'autre part, c'est par l'affectation des ressources humaines, financières et techniques, à court, moyen ou long terme, que l'entreprise établit le type, la quantité et la qualité de l'information qu'elle entend véhiculer; cette répartition des ressources se fait conformément à ses besoins et ses priorités, et joue le rôle d'un «prisme déformant la réalité.»

Autres modes de contrôle efficaces: le recrutement et l'embauche; l'employeur peut, par ce biais, choisir les candidats qui correspondent aux objectifs et aux orientations de son entreprise. Sans compter les phénomènes de mimétisme et d'auto-censure qui se développent chez les journalistes, en réaction aux mémos, convocations et commentaires que suscite parfois leur travail quotidien auprès de la direction.

Anne Filion estime que si la liberté d'information est un but proclamé par les entreprises de presse, la pratique dément ces intentions. Et ce, même si les mécanismes de contrôle raffinés les dispensent de recourir trop souvent à des interventions directes et autoritaires: «On peut dénoncer publiquement un cas de censure, mais il est beaucoup plus difficile de s'en prendre à un mécanisme de planification d'apparence anodine. La censure existe toujours, mais elle n'est utilisée qu'en dernière instance, ce qui limite les tensions entre employés et dirigeants.» Et elle conclut: «La nature même de ces entreprises est incompatible avec la liberté d'information.»

C.G.

## Une nouvelle étape en sciences comptables

«Ce n'est pas tellement qu'on ne se sentait plus chez soi aux sciences administratives mais plutôt parce que nos effectifs ont doublé qu'un département autonome de comptabilité a été créé en juin dernier», déclare son directeur, M. Lucien Néméh.

Au 1er janvier 78, il y avait neuf professeurs de comptabilité à plein temps. Ils sont maintenant 18, dont 16 en exercice et deux en perfectionnement. A la session d'automne, on attendait 69 groupes-cours; on en a 98, soit quelque 3 500 étudiants et étudiantes, puisque celles-ci forment à peu près le tiers de la clientèle. Le directeur du nouveau département des sciences comptables explique cette croissance du fait qu'à son avis, le marché de la comptabilité est encore très ouvert, malgré les fournées de diplômés qui sortent chaque année: pour les C.A. (comptables agréés) en bureaux de pratique publique; pour les R.I.A., (comptables en management) et les C.G.A. (comptables généraux licenciés) qui, soit dit en passant, veulent avoir au Québec le droit signer les états financiers. A retenir que pour les C.A., le baccalauréat est exigé.

Les plus importants débouchés sont dans le secteur public, principalement les ministères fédéral et provincial du Revenu, ainsi que l'Hydro-Québec, qui favorise les diplômés de l'UQAM.

Dans le secteur privé, le programme du MIC (ministère de l'Industrie et du Commerce) pour l'intégration des stagiaires est un canal de carrières pour les gestionnaires de demain. A l'aide de trois listes, une d'étudiants, une de professeurs et une autre d'entreprises (en général des PME parce qu'elles sont le plus à court de gestionnaires), on choisit des stagiaires que des professeurs acceptent de piloter durant 15 semaines à partir du mois de

mai, et dont les entreprises retiennent les services gratuitement, sauf pour le versement des avantages sociaux, le salaire étant défrayé par le MIC. Plusieurs entreprises satisfaites gardent à temps partiel durant l'année leurs stagiaires d'été. Des étudiants de 3e année sont embauchés en permanence. «Cinq ou six chefs d'entreprises m'ont téléphoné à mon grand étonnement en insistant pour avoir des étudiants de l'UQAM», commente M. Néméh, pour qui l'unicité de programmes et de ressources est une raison de succès: «Que ce soit des étudiants de jour ou du soir, ils sont accueillis, par les mêmes professeurs qui leur prodiguent le même enseignement. Pas de différence! On se retrouve ensemble, ce qui rejoint l'esprit de corps des milieux comptables. C'est une question d'efficacité. Et même si nous avons quitté le département des sciences administratives, nous sommes toujours de la famille des sciences de la gestion.»

Au fond, pour le directeur du nouveau département, les sciences comptables ne sont qu'une extension du modèle comptable, applicable dans le quotidien et qui se ramène pour l'individu à une ou deux questions de bon sens: où en suis-je? qu'est-ce que je possède aujourd'hui, comparé à ce que j'avais il y a un an? Quel est, d'une année à l'autre, mon enrichissement ou mon appauvrissement? «Une fois dépassée la technique, que reste-t-il? Le jugement! Pas question pour nous de former des techniciens (la machine va les remplacer) mais des gens au jugement exercé, et capables d'adaptation dans n'importe quelle entreprise. Voilà la formation à quoi nous visons.»

C.A.

La semaine du patrimoine

# Rue Saint-Denis: 150 ans

Sait-on qu'en s'implantant rue Saint-Denis, l'UQAM fait renaître de ses cendres le Quartier latin qui avait vu le jour, en plein centre-ville, dès 1893 avec l'Université Laval à Montréal? Qu'avant de devenir le paradis des cafés-terrasses, le quartier était un centre intellectuel bien campé et le lieu chéri de la grande bourgeoisie? Que, peu à peu, le négoce y a refoulé l'habitation et imprimé ce caractère qui est le sien aujourd'hui?

Le visiteur ira ainsi de surprise en surprise s'il va faire un tour à la Galerie UQAM d'ici le 2 novembre où se tient une exposition sur l'évolution urbaine et sociale du quartier Saint-Denis. (Du mardi au samedi, de 12h à 18h; le jeudi, jusqu'à 20h).

Conçue à partir d'une recherche de trois étudiants en histoire de l'art, inscrits au cours «Mise en valeur du patrimoine»: Estelle Thibaudeau, Louise Désy et Bernard Schaeffer, cette exposition présentant une soixantaine d'illustrations pose, en fin de compte, la question du rôle de l'UQAM dans la définition culturelle du quartier.

Louise Désy commente cette interrogation: «Nous aimerions que les étudiants, professeurs, travailleurs, passants, réfléchissent et discutent entre eux; qu'ils développent une conscience historique et sociale du quartier qu'ils fréquentent à cœur de jour. L'enquête sociologique que nous avons menée — dont on n'a pu faire état à l'intérieur même de l'exposition — indique que les résidents et commerçants fondent beaucoup d'espoir sur la venue de l'UQAM; ils s'attendent tous à ce que l'Université soit vraiment un carrefour des idées et de la culture.»

Parmi d'autres qui en relatent la petite histoire, le panneau intitulé «Dégradation» dénonce l'absence de zonage et de planification dans l'aménagement du

Mme Nadia Eid, du département d'histoire, a reçu récemment le prix Guy Frégault attribué pour le meilleur article paru l'année précédente dans la Revue d'Histoire de l'Amérique française. Mme Eid s'est mérité ce prix en vertu de son article publié en septembre 78 (vol. 32 no. 2) et intitulé: «Education et classes sociales: analyse de l'idéologie conservatrice — cléricale et petite-bourgeoise — au Québec au milieu du 19e siècle.»

quartier, son développement anarchique, le délabrement de certaines surfaces, sa tendance à une super-commercialisation et à l'agression publicitaire. Luc Monette, Raymond Lavoie, André Martin et Gilbert Boyer (organisateur de l'exposition), en laissant vierge la page «1980» voulaient-ils ainsi signifier à l'UQAM qu'elle a carte blanche pour être, à sa manière, un important facteur de dynamisme dans ce quartier?

### Quand les boiseries parlent

Dans le cadre de la Semaine du Patrimoine où s'inscrivait cette activité de la Galerie UQAM que l'on vient tout juste de mentionner, la mise en valeur de la salle des boiseries du pavillon Jasmin (lieu de rendez-vous des membres du Conseil d'administration, entre autres) n'aura pas été la moindre des choses.



A l'exposition de photos du quartier Saint-Denis: le ministre Claude Charron, M. Luc Monette, M. Michel Leclerc

L'on sait que cette salle abrite les trésors de la sacristie de la défunte église Saint-Jacques, classés biens culturels en 1973: le grand vestiaire et les vestiaires secondaires, les armoires à vêtements sacerdotaux, le banc des officiants, les confessionnaux, les vitraux.

Bien qu'il n'ait eu aucun rôle à jouer dans cette importante intervention de l'UQAM en matière de patrimoine, le Groupe de recherche en patrimoine (GRP) a élaboré, pour l'occasion, une exposition-synthèse sur le contexte

Selon M. Pierre Mayrand, responsable du GRP, le fait le plus important à souligner est toutefois la présentation continue d'un spectacle Son et Lumière tout au cours de cette dernière semaine. «C'est une première au Québec,



Louise Désy et Bernard Schaeffer ont voulu retracer la petite histoire de la rue Saint-Denis avec Estelle Thibaudeau qui n'apparaît pas sur la photo.

insiste M. Mayrand, une merveilleuse façon d'interpréter le patrimoine auprès du grand public à

qui appartiennent, au fond, ces valeurs historiques.»

Réalisé par une équipe de professionnels de l'extérieur sous l'oeil vigilant du service des relations publiques, ce Son et Lumière évoque admirablement bien, d'une manière accessible à tous — rien du jargon universitaire — les circonstances de la construction de l'église Saint-Jacques, la richesse d'invention ainsi que la qualité d'exécution de son mobilier et de ses vitraux.

L'UQAM assure que ce spectacle sera permanent sous peu et que quiconque pourra, s'il en fait la demande, prêter l'oreille aux propos de ces vieilles boiseries.

D.N.



Au lancement du jeu «Sons et lumières»: le ministre Denis Vaugeois, M. Georges-Emile Lapalme, M. Claude Corbo.

## Amour et érotisme: les règles de l'art

En 1968, Jean-Yves Desjardins éditait un disque, «Ton sexe et l'autre», qui fut vivement contesté et eut des échos jusqu'à l'Assemblée nationale. Onze ans plus tard, M. Desjardins qui est professeur au département de sexologie de l'UQAM, lance sur le marché une série complète de documents didactiques et d'animation sur l'amour, l'érotisme, le couple. Ces audiovisons (diaporamas) connaîtront-elles un meilleur accueil?

Il semble bien que oui. A tout le moins si on en juge par l'enthousiasme avec lequel certains milieux scolaires et d'animation sociale ont salué les quatre premiers documents sur un total de dix. Trois cents cinquante exemplaires du seul diaporama «Judith et Pierre», sur l'adolescence et la sexualité, ont

été retenus par des institutions d'enseignement.

Six nouvelles audiovisons, la majorité produites par le service audio-visuel de l'UQAM, s'ajoutent cet automne et viennent compléter le tout. «Un des objectifs de cette série en sexologie, explique M. Desjardins, est de proposer une réflexion globale. Et si l'on visionne les documents séparément, il faut garder à l'esprit que chacun des éléments fait partie d'un ensemble.»

Ces audiovisons en sexologie sont par ailleurs conçues pour être présentées par un animateur spécialisé, un thérapeute, ou à l'occasion des parents. «Les documents veulent provoquer des réactions, susciter une interrogation, faire réfléchir. D'où la nécessité qu'une personne compétente anime les séances de visionnement.»



Jean-Yves Desjardins: Mon travail en sexologie s'inscrit dans une réalité sociale.

Que disent plus précisément les documents, si on les prend un à un? Outre celui qui aborde la sexualité chez les adolescents, trois documents, «Paul et Hélène», traitent plus particulièrement du langage érotico-symbolique du couple. «Amour-érotisme et enfants» est destiné aux parents qui ont tendance à considérer les enfants comme obstacle à leur vie sexuelle. «Clara et François», c'est la sexualité du troisième âge encore vivante. «A mi-corps, l'enjeu» démontre clairement les différentes voies de l'érotisme que peuvent prendre les paraplégiques. «Amour, érotisme et grossesse» laisse voir que si notre culture valorise la grossesse, elle ne l'a pas érotisée. Le document, en ce sens, facilite l'émergence d'une vie érotique tout au long de la grossesse.

Un document, plus didactique, traite de «L'éjaculation précoce». Le but? Amener l'éjaculateur précoce à apprécier sa tension érotique, à élargir sa perception corporelle et ses symboles par rapport à une partenaire. «Érotisme au féminin» veut sensibiliser la femme (et le couple) «sur la

richesse et la diversité de ses voies érotiques et lui fournir des moyens efficaces de son connaître et de les développer».

«Si le sexuel, ou la sexualité, est de l'ordre du naturel, dit M. Desjardins, l'érotisme est un art, et par le fait même soumis à toutes les règles de l'apprentissage. Ces audiovisons sont un instrument d'apprentissage de l'art d'aimer, de s'aimer.»

«En sexologie moderne, et surtout en Occident, on a beaucoup insisté sur la dimension psycho-physiologique sexuelle (donnée quantitative) et pas assez sur les dimensions émotives, sur les symboles, sur l'identité. Ce sont des données moins mesurables («mais non moins scientifiques») sur lesquelles nous nous sommes penchés dans nos documents.»

M. Desjardins s'est entouré d'une solide équipe pour son travail de recherche, de conception et de production. Ont collaboré, au cours des cinq dernières années, à un niveau ou à un autre, des professeurs du département de sexologie, MM Marcel Couture, Claude Crépault, Robert Gemme; un psychologue et sexologue, M. Serge Lemaine; un chercheur en rééducation érotique, Mlle Diane Henrichon. La série complète a été réalisée par Jean Trudel, assisté à la photographie par Gilles Savoie. Et distribuée par la maison Secas-Adimec.

L'ensemble des dix audiovisons a été lancé officiellement la semaine dernière dans le cadre du «Marché des moyens d'éducation par le cinéma et de l'audiovisuel au Québec» (MECQUE) qui se tenait dans un hôtel de la métropole et où l'UQAM avait un kiosque. Bien reçus, les documents seront vraisemblablement tous traduits en anglais (quatre le sont déjà) et distribués très largement en Europe.

H.S.

## La muséologie de chaque côté du mur

D'un côté de la cloison, le bureau du professeur en histoire de l'art, M. Pierre Mayrand et dans le même espace, le QG du Groupe de recherche en patrimoine, qu'anime le même M. Mayrand. De l'autre côté de la cloison, la permanence de la Société des Musées québécois, organisme d'environ 180 membres institutionnels et individuels (dont quelques étudiants en muséologie), dont Madame Nicole Lemay est directeur général. Comme saint Martin tranchant de son épée la moitié de son manteau pour la donner à qui n'en avait point, le bureau de M. Mayrand est en vérité scindé en deux pour héberger la Société des Musées. L'exiguïté criante des locaux s'oublie un tant soit peu grâce à une abondance d'affiches, gravures et cartes touristiques superbes. La coexistence pacifique a du bon, puisqu'il se produit comme une manière d'os-

mosé entre l'art, le patrimoine et la muséologie.

En effet, une quinzaine d'étudiants en histoire de l'art prenaient part ces jours-ci au premier de deux séminaires de formation destinés à l'ensemble des musées du Québec. Il a porté sur l'acquisition d'une pièce pour un musée. Devant un auditoire réunissant entre autres des conservateurs, des archivistes, des conseillers en conservation, des techniciens en restauration, des professeurs des étudiants, les conférenciers ont traité de toutes les étapes de l'acquisition, depuis les politiques et procédures d'acquisition proprement dite (un exposé de M. Robert Derome, professeur à l'UQAM) en passant par l'inventaire jusqu'à la conservation: techniques de restauration et de préservation ainsi que d'entreposage. «Notre patrimoine, nous voulons éviter qu'il se détériore. Il y a plus d'un moyen

pour le conserver. Ces moyens, il faut les connaître et les appliquer. Le cheminement est toujours identique, qu'il s'agisse d'un grand ou d'un petit musée, d'un personnel de 100 ou de deux employés.» fait observer Madame Lemay.

En repassant de l'autre côté de la cloison, M. Mayrand évoque à nouveau les aspects constructifs de la coexistence: facilité de stages dans le cadre des cours en muséologie, présence actuelle de stagiaires au Musée d'Art de Joliette, au Musée du Québec ainsi qu'au Centre d'interprétation de la Haute-Beauce, présence en muséologie à l'UQAM d'étudiants en anthropologie de l'U. de M...

Par ailleurs, il a été fait dépôt auprès de la sous-commission du 1er cycle de l'avant-projet de certificat en sciences et techniques muséales.

C.A.